

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No. 14 Juillet-Août 2007

AVANT-PROPOS.....	2
POLITIQUE INTERIEURE.....	3
1. Le débat démocratique n'est plus étouffé.....	3
2. Pour une opinion publique « guidée » en Chine.....	4
3. Remaniements au sommet en préparations du 17 ^{ème} Comité Central.....	6
4. La préfecture, « belle-mère » dont on ne se débarrasse pas facilement.....	7
ECONOMIE.....	10
5. Sécurité sociale et retraites chinoises : l'Etat garde les commandes.....	10
6. Comment hisser les marques chinoises au rang mondial ?.....	12
AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES.....	15
7. Contre le « changement pacifique » dans l'armée.....	15
8. Le rapport annuel du Pentagone : un débat sur les intentions et les moyens.....	17
9. Poutine le provocateur.....	19
PRESSE TAIWANAISE.....	23
10. La politique de suppression de l'espace international de Taiwan peut-elle s'assouplir ?.....	23
11. La déclaration conjointe nippo-australienne est-elle une bonne nouvelle ?.....	24

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

Ce numéro de rentrée de **China Analysis** précède d'un mois l'ouverture du 17^{ème} Congrès du PCC. L'événement est ritualisé et presque vidé de son sens par la tornade d'une économie chinoise dépassant 11 % de croissance annuelle et enregistrant sans doute plus de 300 milliards de dollars d'excédent commercial en 2007. Pourtant, il donne lieu à la fois à des spéculations, mais aussi des positionnements révélateurs des débats et des enjeux de la direction chinoise. De façon fascinante, toutes les hésitations se concluent par le rappel du pouvoir d'arbitrage de Hu Jintao : celui qui a remis à l'honneur la direction collective et inauguré une transparence au moins formelle des instances dirigeantes est plus que jamais yibashou, le n° 1, et une véritable boîte noire en matière d'intentions.

China Analysis revient sur plusieurs aspects : la renaissance d'un débat poli, mais important par sa centralité, sur la démocratie politique. Et au moment où nous mettons sous presse, Xuexi (Study) publie à nouveau un éloge de la transformation démocratique, complément inéluctable de l'économie de marché, tandis que Drapeau Rouge fait savoir son opposition et que le Quotidien du Peuple émet des réserves. Il y a loin encore, il est vrai, entre la réactivité et la responsabilité prônées par le tandem Hu-Wen et des institutions démocratiques. La corruption (et les affaires de mœurs très publicisées) permet autant au Parti de justifier son autorité et son contrôle, qu'aux réformateurs d'appuyer un équilibre plus grand des pouvoirs. A elle seule, la publication officielle, des mois à l'avance, de la liste des délégués au 17^{ème} Congrès constitue aussi pour ceux-ci une épreuve du feu – tant les risques de délation et de dénonciation publique sont grands. Des citadelles tombent : après le Parti shanghaien, c'est Sinopec, aujourd'hui une des dix plus grandes entreprises mondiales, dont l'influent patron est néanmoins débarqué en quelques jours, et le ministre des finances, interlocuteur des grands argentiers planétaires. La main de fer de Hu Jintao impressionne parce qu'elle combine stabilité et mouvement.

Ce numéro aborde aussi le thème de l'autorité centrale sous plusieurs autres aspects : pourquoi la gestion des fonds sociaux doit être centralisée ? Pourquoi l'armée ne doit pas être libéralisée au nom de sa modernisation ? Comment promouvoir les marques chinoises ?

L'autre Chine – Taiwan – n'est pas négligée. **China Analysis** n'a pas commenté la double offensive du référendum sur l'entrée à l'ONU (car le président Chen Shui-bian et le Kuomintang ont désormais chacun leur proposition). Le tout récent jugement lapidaire de l'ex-président Lee Teng-hui, selon lequel cette question aboutit à faire éclater la vie politique de l'île, est sans doute le meilleur commentaire. Nos choix se sont plutôt portés sur la question de l'espace international dévolu à Taiwan, en rétrécissement constant ; mais aussi sur l'hypothèse d'un arrimage de facto de Taiwan aux alliances que tisse le Japon en Asie-Pacifique, et aux mécanismes d'intégration régionale.

Enfin, ce numéro marque l'arrivée à la rédaction de Mathieu Duchâtel, doctorant sur les questions internationales et stratégiques chinoises, collaborateur constant de **China Analysis** depuis le premier numéro.

François Godement et Michal Meidan

1. Le débat démocratique n'est plus étouffé

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Xie Tao¹, « Le modèle démocratique-socialiste et l'avenir de la Chine », *Yanhuang Chunqiu*, no. 2, février 2007
- Wu Min, « Sans démocratie, il n'y a pas de Parti communiste », *Yanhuang Chunqiu*, no. 3, mars 2007
- Jiang Xun, « La démocratie progresse lentement mais fait ses premiers pas en Chine », 10 juin, *Yazhou Zhoukan*
- Shen Baoxiang, "Le socialisme aux caractéristiques chinoises est notre bannière", *Xuexi Shibao* (Study Times), 18 juillet 2007

Entre mars et avril 2007 la revue *Yanhuang Chunqiu* (La Chine à travers les âges) a publié une série d'articles appelant à la poursuite de la réforme démocratique et à la libéralisation de la presse. Cette revue, fondée en 1993, est soutenue par des anciens du Parti, qui y adoptent des positions assez réformatrices mais dont les parcours professionnels passent par les organes de la presse officielle.

La série d'articles a provoqué un débat fébrile au sein de la direction politique², sans qu'aucune réaction ou condamnation officielle n'ait été émise à l'encontre de leurs auteurs, ou de la revue, qui n'en a pas souffert, *dixit* son rédacteur en chef, Du Daozheng. Néanmoins, la deuxième livraison du mois de février a brillé par son absence sur le site internet de la revue... En appelant à l'instauration d'un socialisme démocratique en Chine, à l'instar des systèmes politiques de l'Europe du Nord, l'article de Xie Tao a été le plus audacieux dans ses propos. « La réforme du système politique ne peut plus être reportée » dit-il, « seule une démocratie constitutionnelle peut résoudre les problèmes de corruption qui ont atteint le parti dirigeant, et seul un socialisme démocratique peut sauver la Chine ». Il poursuit son raisonnement en affirmant que l'histoire du 21^{ème} siècle a été marqué par une concurrence entre trois systèmes politiques : le capitalisme, le

communisme et le socialisme démocratique à la suédoise. Le socialisme démocratique l'a selon lui emporté. Il a en outre transformé à la fois le communisme et le capitalisme. Poursuivre la réforme économique sous un système maoïste ne pourra qu'amener la Chine à un désastreux capitalisme bureaucratique, sur le modèle de celui qui a échoué pendant la période du Kuomintang et de la République de Chine de Tchang Kai-shek.

De surcroît, Xie Tao estime que Marx et Engels, vers la fin de leurs vies, auraient adhéré à l'idée du socialisme démocratique, abandonnant de la sorte la révolution violente décrite dans leur *Manifeste Communiste*.

L'article de Wu Min est, dans ce contexte, moins osé dans ses recommandations. Alors que son titre paraît provocateur, ses propos sont rapidement habillés par une rhétorique plus politiquement correcte. S'il estime que le Parti communiste ne peut pas durer sans la démocratie, il juge qu'il a perduré jusqu'à maintenant, notamment parce qu'il englobe fondamentalement la notion de démocratie, et incarne l'aspiration de la population à devenir son propre maître. Il fait remonter la présence de cette notion démocratique dans le PC aux discours énoncés par Mao Zedong dans les années 1940 et aux textes relatifs à la fondation de la République populaire de Chine. La création d'un parti communiste n'aurait pas été possible sans l'existence d'un discours démocratique en Chine à cette époque, poursuit-il, et sans une effervescence intellectuelle autour de la notion de démocratie.

A l'inverse, le Parti communiste soviétique a échoué justement en raison de son incapacité à intégrer les objectifs de liberté et de démocratie dans son discours comme dans sa pratique du pouvoir. L'objectif du Parti communiste chinois est donc de guider la population chinoise et de la soutenir dans son effort pour devenir une « association d'individus libres », maître du pays et de la société. Or, seule une démocratie interne au Parti peut garantir son intégrité et sa vitalité. Car la démocratie interne, avancée lors du 16^{ème} CC, permettrait de maintenir le lien entre le Parti et les masses et de surmonter, voire d'éradiquer, une corruption qui « provient de la société et atteint les rangs du Parti ».

L'article de Wu Min s'inscrit dans une série d'articles publiés ces derniers mois, dont notamment un article de Yu Keping, chercheur en vue du Parti, intitulé « la

¹ Xie Tao était vice-doyen de la prestigieuse université du peuple à Pékin

² "Democracy? Hu Needs It", *The Economist*, 28 juin 2007

démocratie est une bonne chose », et paru dans le *Xuexi shibao* (Study Times, organe du Parti)³. Ces articles évoquent l'importance de la démocratie, (tout en conservant un langage très vague) mais mettent en garde contre ses dangers, notamment dans le contexte de l'immaturité du système politique chinois (Yu Keping). Ainsi, si le débat sur la démocratie n'est pas étouffé, certaines interprétations de la démocratie sont plus tolérées que d'autres⁴.

Dans sa prise de position, Xie Tao est clairement allé trop loin. Sans prendre clairement position en faveur d'un système d'élections multipartites, ses louanges envers le système social-démocrate à la suédoise, couplées à sa critique d'un idéal communiste "utopiste", ont suscité une réaction subtile au sein des milieux intellectuels chinois. Le *Quotidien du Peuple*, dans la veine du discours de Wen Jiabao (déclarant qu'un système démocratique sur le modèle occidental serait une impasse pour la Chine), a publié des analyses démontrant que les systèmes sociaux-démocrates européens étaient incompatibles avec les caractéristiques nationales de la Chine. Une revue économique comme le *Jingji yanjiu cankao* (Review of Economic Research) a également publié un dossier sur la réforme politique, comportant des recommandations mais maintenant la nécessité du monopole du pouvoir par le Parti.

Ce débat a suscité des interrogations dans la presse hongkongaise: la direction à Pékin prépare-t-elle un nouveau programme politique qu'elle dévoilera à l'automne ? Ne tolère-t-elle ces discours que pour éviter toute dégradation du climat politique avant le 17^{ème} congrès du Parti? Certains estiment en effet qu'à huis clos, ces idées sont fortement critiquées mais que les dirigeants se réservent de toute réaction qui puisse paraître trop conservatrice.

En attendant le Comité central qui se réunira le 15 octobre à Pékin, Hu Jintao semble avoir donné une réponse partielle à ce débat. Dans un discours prononcé le 25 juin, le secrétaire général a exprimé la ligne officielle du Parti au sujet du débat démocratique. Il a réitéré le rôle fondamental du Parti dans la direction du pays, afin de garantir que la réforme poursuive "la bonne orientation politique". Une démocratie

³ Et repris sur le site du Quotidien du Peuple <http://theory.people.com.cn/GB/49150/49152/5224247.html>

⁴ Pour une autre interprétation officielle, voir le numéro précédent de *China Analysis*

parlementaire est donc exclue, mais la "participation politique" doit être élargie, de façon "ordonnée". Dans l'analyse de ce discours publié dans la revue officielle *Xuexi shibao*, Shen Baoxiang met donc l'accent sur le socialisme aux caractéristiques chinoises. "En Chine, nous ne pouvons pas prendre la voie capitaliste", dit-il, "dans le monde contemporain, il existe plusieurs formes de socialisme, que nous devons étudier et évaluer de façon calme et objective. Lorsqu'il le convient, il faut en tirer des leçons, mais nous ne pouvons pas adopter une autre forme de socialisme".

2. Pour une opinion publique "guidée" en Chine

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Hu Shuli, "Les droits de l'individu et le droit de savoir et de rapporter les faits", *Caijing*, 23 août 2007

- Yuan Zhifa⁵, "Apprendre et maîtriser la cadence des informations", *Guangming ribao*, 22 août 2007

- Article non attribué, "La Chine adopte une loi sur les situations d'urgence", *Quotidien du Peuple*, 30 août 2007

Le 13 août 2007, l'effondrement d'un pont dans le village touristique de Fenghuang, dans l'Ouest du Hunan a fait 64 morts et 22 blessés. L'accident a suscité l'intérêt des médias qui se sont rendus sur le site de l'accident. Cependant, cinq journalistes chinois, du Quotidien du Peuple, de l'agence de presse Xinhua, du Quotidien de la Jeunesse, du Nanfang dushi bao et de l'Observateur économique ont été passés à tabac lors des entretiens menés avec les familles des blessés dans un hôtel à proximité du site de l'accident. Il semblerait que les agresseurs soient des employés du gouvernement local.

L'évènement a été diffusé rapidement sur Internet et les organes de la propagande locale ont transmis des excuses, mais seulement à Xinhua et au Quotidien du Peuple, les autres journalistes ayant "effectué des entretiens sans autorisation".

Cet incident a provoqué un vif débat au sein de la presse écrite chinoise, sur un sujet qui reste largement tabou en Chine, à savoir, les

⁵ Yuan Zhifa est Membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il a exercé les fonctions de rédacteur en chef du *Guangming Ribao* et de directeur de l'école des médias à l'université des sciences et technologies de Qingdao.

droits et les devoirs des journalistes et des médias. Hu Shuli, l'éditorialiste libérale de la revue pékinoise *Caijing* et Yuan Zhifa, "vieux soldat" de l'appareil de presse chinois, ont soutenu des points de vue opposés. Dans son texte, Hu Shuli plaide en faveur de la liberté de la presse et du droit des journalistes à mener un travail d'investigation, tant qu'ils respectent la législation en vigueur. Citant les propos de Li Yizhong, ministre de l'Administration d'Etat pour la sécurité du travail, qui a déclaré que les causes de l'accident devraient être découvertes, l'éditorialiste poursuit son raisonnement en affirmant que "si le gouvernement se préoccupe vraiment de la vie des citoyens, et veut éviter que de tels accidents se reproduisent, le public devra connaître les circonstances de la tragédie et être informé des évolutions de l'enquête. Par conséquent, les journalistes s'efforcent de défendre le droit du public à être informé".

Les officiels des organes de la presse et de la propagande chinoise ne sont toutefois pas de cet avis. Dans un discours prononcé par Yuan Zhifa et repris dans toute la presse chinoise, l'ancien rédacteur en chef du *Guangming ribao* insiste sur le rôle de guide de l'opinion publique que devraient exercer selon lui les médias. Contrairement à Hu Shuli, Yuan voit la presse comme un outil du Parti, et en filigrane, estime impossible les divergences entre le peuple et le Parti, à l'exception de celles résultant d'un fonctionnement défectueux de la presse. Les médias servent à guider l'opinion publique de façon "correcte", afin d'assurer "la prospérité du peuple et du Parti". L'auteur note deux exemples où la presse a mal guidé l'opinion publique, de telle sorte qu'elle a provoqué un véritable désastre politique: le premier exemple est celui des événements de Tian'anmen⁶, le second, celui de la chute de l'URSS. En encourageant "ouverture" (公开性) et liberté de la presse, Gorbatchev a permis la critique de Lénine et la remise en cause de toute l'histoire du Parti communiste soviétique. "Le résultat en a été que les dirigeants du PC ont été discrédités partout, et à partir du moment où les acquis du Parti ont été niés, la population a perdu ses fondements idéologiques et le chaos a rapidement saisi le pays, amenant à sa désintégration".

⁶ Notons qu'à la suite des événements de Tian'anmen, la notion de "guider l'opinion publique" (舆论导向) a été reprise dans les discours officiels concernant le rôle des organes de presse, notamment pour critiquer Zhao Ziyang qui n'aurait pas su guider correctement l'opinion publique.

Afin de représenter correctement l'opinion publique, le contenu de la presse doit refléter les courants d'opinion majeurs traversant les masses, en gardant conscience de son rôle de guide de l'opinion publique. Or, si l'auteur ne prend pas en compte les différentes tendances, parfois contradictoires (entre différents groupes sociaux par exemple ou entre la société et le gouvernement ou le Parti), il distingue entre "l'opinion publique de la presse et l'opinion publique de la société" (新闻舆论与社会舆论), ne détaillant pas cette différence, mais estimant que les deux sont étroitement liées "car la presse adosse une responsabilité politique non négligeable qu'elle doit assumer avec prudence".

Enfin, Yuan Zhifa ajoute un avertissement au sujet des "informations et de la liberté". En Occident, dit-il, "les médias sont présentés comme un outil du peuple" qui peut aussi être critique envers le gouvernement. En réalité, ce n'est pas le cas. Prenant l'exemple des Etats-Unis, et notamment du *Washington Daily News*, Yuan Zhifa explique que le quotidien affiche lui-même que sa liberté est soumise aux intérêts nationaux et à la sécurité nationale. Le quotidien a déclaré ne pas publier des informations sensibles ou potentiellement nuisibles à la sécurité nationale. L'auteur en déduit la soumission de la presse américaine aux intérêts de l'Etat, et les limites de sa fameuse indépendance. Il cite d'autres exemples comme le renvoi de la directrice du service en langue pashtoune de la radio *Voice of America* pour avoir diffusé un entretien controversé avec le Mullah Omar, le 25 septembre 2001⁷, ou le fait que tout journaliste étranger voulant couvrir la guerre en Irak n'a pu recevoir des informations que par le biais des porte-paroles de l'armée américaine.

En dépit de cette argumentation, Hu Shuli dans un éditorial publié le lendemain, sans toutefois faire référence directe aux propos de Yuan Zhifa, appelle à la protection du droit d'investigation des journalistes. Des agressions physiques contre des journalistes se sont produites à plusieurs reprises dans le passé, et alors que les journalistes sont parfois gravement blessés, les autorités

⁷ Il s'agirait de Spozhmai Maiwandi qui a diffusé un entretien avec le Mullah Omar en dépit de l'objection du Département d'Etat. Elle a été promue par la suite, mais cette promotion reste controversée, car en dépit d'une amélioration de ses conditions de travail, ses responsabilités sont devenues plus administratives, et elle déclare avoir été éloignée de ses auditeurs. Elle n'a toutefois pas été renvoyée de ses fonctions.

locales protègent les suspects. Ceci est dû, selon elle, à la crainte des officiels locaux de la supervision exercée par les médias, mais aussi à une connaissance insuffisante de la loi. Si les journalistes ont la responsabilité de servir le public, ils devraient également avoir le droit de savoir et d'interviewer, un droit qui s'applique à l'ensemble des citoyens. "Protéger les droits des journalistes; c'est protéger la société et chacun des citoyens".

Enfin, faisant référence à la loi sur les situations d'urgence longuement débattue⁸, Hu Shuli estime que la protection de la sécurité personnelle des journalistes est une condition nécessaire pour que la société puisse faire face à des situations d'urgence "de façon mûre et professionnelle". La loi sur les situations d'urgence, promulguée le 30 août, exige plus de transparence de la part des administrations locales, et prévoit des mesures contre la diffusion d'informations "fausses ou fabriquées".

Dans un contexte où le rôle, les droits et les devoirs de la presse reçoivent des interprétations aussi différentes, discerner ce qui constitue des informations "fausses ou fabriquées" risque d'être un défi de taille.

3. Remaniements au sommet en préparation du 17^{ème} Comité central

A la fin de l'été, de nombreux changements au sommet du Parti et du gouvernement chinois ont été effectués: notons la nomination de Meng Xuenong, le Maire déchu de Pékin et allié de Jiang Zemin et de Zeng Qinghong, au poste de député du secrétaire du Parti dans la province du Shanxi, en préparation du retour à Pékin, pour des responsabilités ministérielles, du secrétaire actuel du Parti, Yu Youjun, qui semble avoir survécu aux récents scandales ayant frappé sa province; la retraite du ministre des Finances, Jin Renqing qui serait liée à des affaires de corruption (selon la presse hongkongaise, en relation avec le départ de Chen Tonghai de Sinopec); la nomination de He Ping, un allié du Président Hu, à la tête de l'agence de presse Xinhua, le principal organe de propagande du régime; Yin Weimin remplacera Zhang Bolin au poste de ministre du Personnel, et Zhang Qinwei assumera les fonctions de Zhang Yunchuan à la tête de la Commission pour les Sciences, les technologies et l'industrie de défense nationale.

⁸ Voir les livraisons précédentes de China Analysis, notamment concernant la pollution dans la rivière Songhua.

Deux mois avant l'annonce de la composition du 17^{ème} Comité central du Parti communiste chinois, l'échéance des remaniements ministériels semble surprenante. Cependant, au congrès cet automne, seules les promotions à des postes dans la hiérarchie du Parti seront annoncées (la composition finale du comité permanent du Bureau politique ne sera connue qu'à la fin du congrès), alors que les remaniements ministériels sont annoncés (et approuvés) par l'Assemblée nationale populaire.

La question du sort de Zeng Qinghong fait l'objet de spéculations. Restera-t-il au comité permanent du Bureau politique ? Sera-t-il promu à la tête de la Conférence consultative du peuple chinois à la place de Jia Qinglin ? Il semble toutefois évident qu'à l'issue du Congrès, l'assise de Hu Jintao au pouvoir aura été renforcée.

- Benjamin Kang Lim, "Allies tapped as Hu builds on strength", *The Standard*, 1 septembre, 2007

One of President Hu Jintao's closest aides is tipped for promotion, while an ally who was sacked as Beijing mayor during the 2003 SARS crisis has made a political comeback, signs of the leader's growing strength. The changes were part of a reshuffle ahead of the party's 17th congress, which opens on October 15 with Hu expected to promote more of his men to key posts and further consolidate power.

Ling Jihua, 50, deputy director of the General Office of the Communist Party's Central Committee, is expected to replace Wang Gang, 64, as director in the near future, two sources with ties to the leadership said.

"It's a very important job," one source said, adding it was an indication Hu was politically stronger.

The general office is the party's nerve center, handling classified documents and administrative and logistical affairs of the party's 23-member, decision-making Politburo.

Previous directors of the general office were concurrently alternate members of the Politburo, including Wen Jiabao, who is now premier, and Zeng Qinghong, the vice president.

State media said former Beijing mayor Meng Xuenong, 58, had been appointed deputy party boss of the coal-rich northern province of Shanxi.

"Hu does not have a lot of people he can trust," a second source said, referring to Meng's comeback.

On Thursday, parliament approved the appointments of new ministers of state security, personnel and supervision.

Analysts said the changes meant more emphasis on Hu's policy of "scientific development" to correct China's path from that of the previous administration, which featured growth at the expense of the environment.

Meng is expected eventually to replace Yu Youjun, 54, as Shanxi governor after the provincial people's congress rubber-stamps his promotion.

A vice minister of the party's organizational department, which is responsible for personnel appointments, said Yu would be given an unspecified "important" job because the party "approves of and trusts" him.

Yu would be named a Cabinet minister, the sources said.

Months after Hu took the top job in the Communist Party in November 2002, China was gripped by SARS, which swept through Guangdong and Hong Kong before spreading globally in 2003. It infected some 8,000 people and killed around 800.

Hu sacked Meng, an ally of Hu's predecessor Jiang Zemin, from the posts of Beijing mayor and health minister for a cover-up and ordered the government to come clean on the epidemic.

Meng was a one-time Beijing deputy secretary of the Communist Youth League, which is Hu's power base and is known as the Communist Party's "helping hand and reserve army" and boasts 71.9 million members.

After his stint as Beijing mayor, Meng was appointed deputy head of a multibillion-dollar project to divert water from China's flood-prone south to its parched north.

4. La préfecture, « belle-mère » dont on ne se débarrasse pas facilement

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Wang Hongru et al. « Les 'provinces gèrent les districts' » : un nouveau partage des droits au niveau local »,
- Xu Antuo, « La gestion du district par la province est une nécessité de l'économie de marché » ; Zhongguo Jingji Zhoukan, 11 juin 2007, 22^{ème} semaine⁹.

D'après le 30^{ème} article de la Constitution de la République Populaire de Chine, la division administrative territoriale du pays comprend trois échelons :

- les provinces, 省 (ainsi que les régions autonomes et les municipalités spéciales 自治区、直辖市)
- les districts, 县 (ainsi que les districts autonomes, les régions autonomes, les municipalités, 自治县、自治州、县、市)
- les villages, 乡 (ainsi que les villages des minorités et les bourgs, 民族乡、镇)

A cette division, la pratique administrative a ajouté un quatrième échelon, entre les districts et la province : la préfecture (市)¹⁰.

Celle-ci gérait à l'origine le district. Cet échelon a acquis une grande importance pendant la période de planification ; facilitant la collecte des impôts destinés au gouvernement central, garantissant l'application au niveau du district des directives économiques et des politiques de Pékin. En outre, les fonctions administratives de la préfecture ont favorisé le rayonnement économique des villes, le développement des régions, la stabilité politique.

Pourtant, aujourd'hui, cet échelon administratif est devenu inutile. Xu Antuo l'accuse de nombreux maux. Sa présence entraîne une compartimentation du territoire et des redondances administratives qui ont des conséquences néfastes aux niveaux administratifs inférieurs. La préfecture est

⁹ A noter que Xu Antuo est haut fonctionnaire au ministère des Finances chinois. L'autre article a apparemment été écrit en étroite collaboration avec des collègues de ce dernier et de chercheurs de l'Académie chinoise de sciences sociales. Par conséquent, les opinions présentées ici sont principalement celles du Ministère des Finances. Nous n'avons pas d'information sur la vision des pouvoirs locaux ou de la commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC).

¹⁰ Cette dénomination est complexe : ainsi : le caractère 市, est utilisé pour désigner les préfectures mais également les municipalités (de niveau administratif du district). On retrouve le même caractère dans 直辖市, qui sert à désigner les municipalités spéciales, de rang provincial.

devenue synonyme de coûts et de complexité administratifs. Elle handicape l'innovation et le développement au niveau administratif inférieur, augmente les possibilités de corruption et les détournements. Enfin, l'existence de la préfecture en tant qu'échelon administratif augmenterait les disparités. Xu adopte dans son article un point de vue libéral, demandant un allègement de l'appareil administratif local pour libérer les énergies et les capacités des différentes localités.

La réforme fiscale des années 1990 a été un premier pas dans l'affaiblissement des préfectures. Elle a consisté en une redistribution vers le bas (下放) de certaines compétences financières de la province vers la préfecture, à savoir : le transfert des paiements, l'exécution du budget, la répartition des fonds, la gestion de la dette, etc.

Le passage de la « gestion des districts par la préfecture » (市管县) à la « gestion des districts par la province » (省管县) doit permettre d'aller plus loin encore. Elle consiste dans un premier temps en deux principaux transferts de la préfecture vers la province : 1) le transfert des compétences financières et 2) le transfert de la gestion purement administrative (ressources humaines, évaluation des cadres...). On retrouve ce projet dans le 15^{ème} plan quinquennal. Les autorités attendent de cette réforme qu'elle participe à la résolution du problème des *sannong* (三农)¹¹, en rationalisant le fardeau fiscal qui pèse sur les paysans. L'esprit et la motivation ayant présidé à l'établissement de cette mesure ont été résumés par Wen Jiabao, en juin 2005, lors d'une réunion du groupe de travail sur la réforme nationale de la fiscalité paysanne : « il faut réformer le modèle de gestion des finances publiques, s'adapter aux conditions locales ; alors nous pourrions expérimenter la réforme de la gestion des districts par les provinces ».

La province du Zhejiang a joué un rôle de pionnière puisqu'elle a expérimenté cette réforme avec 13 districts dès 1992. Les succès du Zhejiang ont permis la diffusion de ces mesures. Aujourd'hui, 16 provinces et les quatre municipalités à statut spécial les ont expérimentées (cf. encadré). A l'heure actuelle, cette réforme serait appliquée sur

les deux tiers du territoire. A noter que dans les provinces autonomes (sont uniquement citées dans l'article le Xinjiang, la Mongolie Intérieure et le Ningxia), ce type de mesure est contraire à la loi sur l'autonomie des régions peuplées par des minorités ethniques. C'est également le cas dans certains districts, comme par exemple au Sichuan. Ce qui explique pourquoi ces provinces ne peuvent appliquer la réforme.

Provinces ayant expérimenté la gestion directe des districts (d'après le Minfin)

Hebei, Shanxi, Hainan, Liaoning, Jilin, Heilongjiang, Jiangsu, Zhejiang, Anhui, Fujian, Jiangxi, Shandong, Henan, Hubei, Henan, Hunan ainsi que les quatre municipalités spéciales: Pékin, Shanghai, Tianjin, Chongqing.
--

Pourtant, les mesures prises ne sont pas suffisantes pour régler les problèmes mentionnés ci-dessus. La réforme n'est en effet pas appliquée de manière uniforme sur tout le territoire. Les habitudes bureaucratiques constituent le principal obstacle : les administrations de l'échelon préfectoral refusent d'abandonner leurs anciennes fonctions. Seule la province du Zhejiang a appliqué les mesures au point que les préfectures ne s'occupent plus du tout de la gestion des districts. L'Anhui est également parvenue à un stade assez avancé, elle gère les finances publiques de ses districts. Au contraire, dans certaines provinces (non citées dans l'article), les réformes n'ont de réalité que sur le papier, en particulier en matière de transferts des paiements.

Les autorités administratives supérieures dans la hiérarchie étant surnommées les « belles-mères » (婆婆), les districts doivent supporter deux belles-mères, une situation connue sous le nom de « problème des deux belles-mères » (两个‘婆婆’的问题 préfecture et province). Cette situation n'est pas tenable sur le long terme.

Cette réforme devrait créer de nouveaux problèmes. D'abord, les provinces vont devoir gérer de nombreux districts. Il est possible qu'elles doivent en conséquence revoir le fonctionnement de leurs administrations. Une réforme serait à l'étude. De plus, les fonctions des services de la province ne sont pas toujours claires. Il va falloir s'attendre à de nouveaux chevauchements de compétences, qui vont générer de nouveaux poids morts dans l'administration de la province. Autre risque, que la suppression de la gestion de la préfecture n'entraîne une montée des

¹¹ Les *sannong* ou trois problèmes agricoles concernent les paysans, le village et l'agriculture. Les résoudre doit selon le discours officiel permettre de régler les maux du monde rural chinois.

inégalités. L'impulsion de ces réformes dans les régions les plus reculées va être difficile: c'est une réforme de tout le système administratif (系统) qui est en jeu. Enfin, il va falloir mettre en place des contrôles efficaces des districts par la province.

5. Sécurité sociale et retraites chinoises : l'Etat garde les commandes

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Xiang Huaicheng ¹², « Le Système de Retraite à Caractéristiques Chinoises et le Fonds de Sécurité Sociale », *Zhongguo Guoqing Guoli*, n° 173, juin 2007, pp. 4 - 6.

Les systèmes de sécurité sociale et des retraites chinois ont connu un tournant avec la réforme des entreprises étatiques. Celles-ci se chargeaient auparavant d'assurer les dépenses sociales et les retraites de leurs employés. L'abandon progressif de ce système laisse donc un vide, et conduit les autorités chinoises à s'interroger sur la pertinence d'adopter un système de capitalisation. Comme souvent, le gouvernement a opté pour un compromis, lui permettant d'expérimenter les bienfaits de la capitalisation, tout en gardant le contrôle sur le processus.

Le problème chinois de la couverture sociale et des retraites est d'autant plus aigu que le pays commence à payer les conséquences du planning familial mis en place à la fin des années 1970. Les personnes âgées en Chine sont nombreuses, leur part dans la population totale croît et ce phénomène est amplifié par allongement de l'espérance de vie, dû à l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène ¹³. En outre ce processus de vieillissement est rapide, ce qui fait que beaucoup de Chinois seront vieux avant que la croissance du pays ne leur ait permis de s'enrichir. Le modèle familial tend donc à devenir **4 vieilles personnes, 2 jeunes personnes, 1 enfant (schéma 4 + 2 + 1)**, les enfants devant à terme soutenir l'ensemble de la famille ¹⁴.

Les réformes accomplies jusqu'à présent ont été insuffisantes pour résoudre cet épineux problème. A l'heure actuelle, certaines

franges de la population passent encore entre les mailles du filet de la protection sociale ; en particulier dans les zones rurales. Cette question du vieillissement de la population et d'absence de couverture sociale exerce une pression importante sur le gouvernement chinois. Le problème est tel que les autorités n'excluent pas qu'il déclenche une crise qui se répercuterait sur la stabilité socio-économique du pays.

Le refus de la capitalisation totale

Xiang revient sur les choix du système actuel. Il explique que le pays n'a pas encore les moyens d'adopter un système de capitalisation totale (完全积累制). Les raisons sont multiples:

1. **Le marché des capitaux chinois reste trop peu développé**, les institutions financières qualifiées sont trop peu nombreuses, les capacités de contrôle, trop faibles.
2. A l'heure actuelle, un système de capitalisation totale **ne profiterait pas à l'économie chinoise**. Un tel système favorise le taux d'épargne et la croissance, et est adapté pour une économie à faible épargne et mauvaise allocation des ressources. Or, la Chine n'est rien de tout cela : au contraire, elle cherche à l'heure actuelle à rediriger son épargne vers la consommation. Elle se trouve en outre dans une situation d'investissements à l'aveuglette (problèmes de surchauffe depuis 2004) : l'adoption d'un tel système ne pourrait par conséquent qu'aggraver le gaspillage et les surcapacités.
3. **Ce système présente des risques financiers**, comme le montrent les difficultés des fonds de pension ces dernières années, à cause du manque de transparence.

Le gradualisme : mot d'ordre de la réforme

A l'heure actuelle, outre le Fonds de sécurité sociale, la protection sociale chinoise repose sur deux instruments : les cotisations payées par les entreprises d'une part et des comptes individuels fonctionnant selon le principe de la capitalisation. C'est ce qui est appelé **un système de capitalisation partielle** (部分积累制). Comment s'est développé ce système ? Xiang compare la réforme de la sécurité sociale à celle de l'économie chinoise dans son ensemble : le gradualisme (渐进式) a été la règle. La réforme commence timidement avec le développement d'un système de cotisations payés par les entreprises sur le mode *pay as you go* (现收现付). Pour Xiang, il s'agit d'une

¹² Anciennement Ministre des Finances (1998 – 2003), Xiang Huaicheng est depuis 2003 le président du Fonds de Sécurité Sociale chinois.

¹³ Le Centre d'études de la population chinoise estime qu'en 2050 on comptera 450 millions de Chinois de plus de 60 ans, soit 32,7% de la population.

¹⁴ Point développé par le même Xiang Huacheng dans un discours disponible sur <http://www.ssf.gov.cn/enweb/Column.asp?ColumnId=59>

« socialisation du système » (社会化), terme qui reflète bien l'ambiguïté du dispositif.

En 1993 est ainsi mis en place un système de comptes individuels qui pose les premiers jalons vers un système de capitalisation partielle. Suite à cette mesure, les différentes localités ont progressivement unifié leurs systèmes de sécurité sociale, processus qui s'est achevé en 1997. En 2000, a commencé une nouvelle expérimentation, avec l'adoption d'un nouveau système de cotisations individuelles pour les comptes de personnes physiques. Le système se développe donc, mais lentement. D'autant plus qu'il est d'abord réservé aux entreprises étatiques urbaines, avant d'être étendu au secteur privé. Puis, en 2000 est créé le **Fonds national de sécurité sociale**. A noter également les injections du gouvernement pour soutenir le système (20 milliards de yuans en 2004), ainsi qu'un aménagement des budgets du gouvernement central et des autorités locales pour augmenter la part des dépenses consacrées à la sécurité sociale.

L'objectif est désormais de parvenir à généraliser sur l'ensemble du territoire chinois la socialisation de la protection sociale. Cela n'est cependant pas facile : ce dossier est d'autant plus sensible qu'il englobe des aspects aussi bien politiques, sociaux et économiques. Ainsi, certaines régions ne parviennent pas à mettre en place cette réforme faute de moyens adaptés.

Force est donc de constater que plutôt que graduelle, la réforme apparaît comme brouillonne, peinant à s'étendre sur tout le territoire.

Le Fonds de sécurité sociale chinois

Malgré tout, la création du Fonds national de sécurité social au début des années 1990 représente une avancée majeure. Les autorités se sont inspirées de diverses expériences internationales en matière de fonds d'épargne retraite avant de le créer (en Norvège, en France, au Canada, en Suisse, en Irlande ou en Nouvelle Zélande). Il constitue l'un des éléments principaux du système de capitalisation partielle.

En gérant les comptes individuels, le fonds doit fournir à l'assuré une partie de sa retraite, de son assurance maladie, de son assurance sur les accidents de travail, de son assurance chômage et de son assurance naissance. Ces services

représenteraient 40% du salaire des assurés s'ils devaient être prélevés sur leurs revenus.

Etabli en 2000, le fonds ne cesse de grandir. D'une valeur de 20 milliards de yuans au moment de sa création, il en vaut désormais 200. De 2001 à 2005, son rendement réel s'est élevé à 15,66%, soit 9 points au-dessus de l'inflation pendant la même période. Ses investissements ont visé des actions, des bons, des fonds d'immobilisation, des parts d'entreprise encore non cotées, et des ABS (*Asset-backed securities* soit des titres adossés à des créances titrisées). Il a également la possibilité d'investir sur les marchés des titres et de change des pays étrangers (Etats-Unis ou Europe) ou de Hong-kong.

L'un des principaux apports de ce fonds réside dans « **les comptes vides** » (空账). Ils doivent permettre de subvenir aux besoins de ceux qui ne peuvent cotiser : les retraités (老人) et les « personnes intermédiaires » (中人, qualifiées comme des personnes ne travaillant plus mais pas encore parties à la retraite). Une partie du compte individuel des « nouvelles personnes » (新人, celles qui ont un emploi) est reversée à ces personnes sans salaire.

Mais le système en reste à ses balbutiements et le fonds est toujours insuffisant pour subvenir aux besoins de l'ensemble de la population chinoise. En outre, son efficacité dépend en grande partie de l'évolution de l'inflation et il est soumis à d'importants risques financiers.

Quelle évolution?

Il est généralement admis que la gestion des comptes individuels peut prendre à l'avenir trois formes différentes: (1) une institution d'investissement publique, sur le modèle de Singapour; (2) une institution privée, sur le modèle chilien et (3) une institution semi – publique et semi – privée.

Nombreux sont ceux qui estiment que le modèle privé est le meilleur : plus concurrentiel et pouvant donc générer plus de profits. Xiang tempère cependant cet avis, soulignant les problèmes apparus dans ce genre d'institutions ces dernières années. Il existe de fait une asymétrie d'informations (息不对称的情况) entre l'institution et le cotisant. En cas de pertes financières, l'Etat doit en outre souvent voler au secours des cotisants, ce qui ne fait qu'augmenter la pression financière.

Il défend donc **l'idée d'une institution restant aux mains des autorités étatiques**. Les comptes individuels sont encore en période de transition : ils se spécialisent et adoptent des gestions plus commerciales. Rester étatiques est donc important pour eux à plusieurs égards : les investissements sont protégés, ce qui réduit la pression des contrôles de gestion ; la concurrence déloyale est réduite, les coûts le sont également ; la confiance des cotisants est plus facile à obtenir et en retour, ceux-ci sont incités à cotiser davantage ; enfin, il n'est pas prouvé que les institutions étatiques soient moins rentables que leurs équivalents privés. En outre, rester dans le giron étatique peut permettre l'injection d'actifs étatiques dans le fonds.

Reste que Xiang propose de **mandater une institution nationale administrant tous les systèmes de protection sociale et de retraite du pays**. Cela faciliterait la gestion à long terme, réduirait les risques, préviendrait les distorsions entre les différentes interventions des gouvernements locaux, permettrait une réduction des coûts. Difficile de dire si Xiang cherche simplement à promouvoir ce projet, ou s'il annonce par le biais de cet article la mise en place très prochaine de cette administration. Le prochain Congrès du PCC permettra certainement d'en savoir plus sur cette question.

En attendant, une certitude émane de cet article : Xiang est déterminé à ne pas laisser les autorités perdre le contrôle du système des retraites. Cela impliquerait une libéralisation du système financier que les autorités ne sont prêtes à assumer à l'heure actuelle.

6. Comment hisser les marques chinoises au rang mondial ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

- Huang Yuezhen, « La Chine n'a pas de marque solide »,
- Wang Hongru, « la Chine n'a-t-elle vraiment aucune marque solide ? », *Zhongguo Jingji Zhoukan*, 4 juin 2007, 21^{ème} semaine.

L'édification de champions nationaux capables de concurrencer les grandes multinationales d'aujourd'hui figure au cœur des préoccupations des Chinois. Les firmes chinoises sont désormais présentes sur les marchés étrangers. Mais elles souffrent d'un important obstacle qui nuit à leur réussite :

elles ne sont pas (re)connues. *Made In China* reste encore synonyme de produits de très bas prix mais également très bas de gamme. Les entreprises chinoises ne jouissent pas d'une notoriété suffisante pour s'imposer comme référence chez les consommateurs étrangers.

Ces articles du *Zhongguo Jingji Zhoukan* cherchent à expliquer ce phénomène. Le premier est la reprise de réflexions d'Al Ries, spécialiste international du marketing. Cette analyse est mise en miroir avec les points de vue de plusieurs spécialistes chinois sur la question ; qui constituent le second article.

Al Ries : les entreprises chinoises doivent se focaliser sur leur réputation et accroître leur spécialisation

Le constat d'Al Ries est sans appel : « à ma connaissance, il n'existe pas à l'heure actuelle de marque chinoise solide à l'échelle mondiale ». Si une marque chinoise parvient à de bons résultats sur le marché intérieur, elle ne s'imposera pas pour autant sur les marchés mondiaux. Al Ries cite l'exemple du célèbre – en Chine – Lenovo qui sonne, selon lui, comme un ... « nom de pâtisserie italienne » (意大利甜点的名字). Son diagnostic est que la Chine, à l'heure actuelle, a le choix : soit elle continue à fabriquer des produits, soit elle se décide à fabriquer des marques. La solution serait que les entrepreneurs et gérants chinois se décident à dépenser du temps et de l'énergie pour créer de grands noms, et comprennent que le plus important n'est pas de produire des marchandises à bas prix. D'autant plus que d'après le dernier rapport des Nations Unies, la Chine est le troisième producteur mondial, derrière les Etats-Unis et le Japon. D'après ce même rapport, il faut s'attendre à ce que les coûts de production augmentent avec l'augmentation des salaires, et que par conséquent le pays devienne concurrentiel.

Il est donc nécessaire que la Chine, pour garder sa compétitivité **passe du stade de « fabricant de produits à celui de fabricant de marques »** (由制造产品向制造品牌转化的阶段了). A l'heure actuelle, toujours d'après Al Ries, l'Allemagne est le pays aux coûts de production les plus élevés : pourtant, les Allemands restent très concurrentiels en matière de marques, comme le prouve la réputation de sociétés telles que Mercedes ou BMW. L'exemple allemand illustre la réflexion de Ries : les capacités de croissance d'un pays ne proviennent pas de sa capacité à produire,

mais bien de sa capacité à fabriquer des marques.

Autre problème, la Chine n'a pour l'instant pas réussi à attacher le nom d'une de ses entreprises à un produit particulier, comme ont pu le faire Dell, Intel ou Microsoft. A cause de cela, elle est menacée par la « maladie japonaise » (日本病) : une entreprise fabrique des produits dans des secteurs différents, et ainsi ne peut réussir à acquérir une spécialité sur un produit particulier. La diversité de la production empêche l'assise de la marque au niveau mondial.

Al Ries fait à Lenovo les recommandations suivantes: l'entreprise doit rassembler ses lignes de production. Ensuite, il lui faut trouver un nom d'exportation qui plaira sur les marchés européen et américain, qui bénéficient déjà d'appellations à succès, comme par exemple ThinkPad. Enfin, il est nécessaire d'associer une caractéristique au nom de la marque, sur le modèle de Volvo, réputée pour sa fiabilité, ou de Mercedes symbole d'un statut social... Si les ordinateurs portables Lenovo pouvaient rester allumés sans alimentation pendant huit heures, il faudra que cette caractéristique soit celle qui reste à l'esprit des clients.

La Chine est-elle vraiment en retard ?

Les points de vue chinois viennent pondérer la vision de Ries. Certains spécialistes estiment qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, que l'élaboration de marques réputées est un processus qui devrait prendre du temps. Il suffit de regarder l'exemple coréen : il y a quelques années, les produits de ce pays étaient mondialement connus pour être des produits à bas prix et de qualité médiocre. Aujourd'hui, certaines multinationales coréennes sont parvenues à s'imposer comme des marques solides. De la même manière, la caractéristique principale des produits chinois est leur bas prix. Mais les stratégies évoluent, et à l'avenir les bas prix ne devraient plus être la caractéristique principale des produits chinois.

Par ailleurs, la tendance est lancée. La Chine ne bénéficie pas encore de marques célèbres, mais les réussites de **Haier**, **Lenovo** ou encore **Mengniu** sont la preuve de la détermination, de la confiance et des capacités chinoises. Surtout, ces entreprises prouvent que la Chine n'en est qu'au premier stade de la mise en place de ses marques. Jin Zhanming, de l'Université de Tsinghua va plus loin, estimant que Pékin dispose d'ores

et déjà de marques internationalement reconnues : des entreprises telles que la China International Marine Containers (l'un des leaders mondiaux dans son secteur), Tsinghua Tongfang, Huawei, ZTE ou encore Lenovo.

Cependant, à l'heure actuelle, la Chine est parvenue à un stade dangereux : les coûts de production ne cessent d'augmenter alors que les profits ne sont pas encore très importants. La population chinoise est confiante pour le long terme.

En attendant, il faut profiter des opportunités actuelles. Il s'agirait d'abord de lancer une tendance visant à imposer le « Brand By China » et ainsi, de quitter le statut « d'OEM » (*Original Equipment Manufacturer* soit fabricant de pièces détachées pour d'autres sociétés). La Chine doit devenir le « lieu d'origine » (发源地) et « une base stratégique » (策源地). En plus, il est nécessaire de planifier un système d'innovation des produits. Enfin, il faut saisir l'opportunité des Jeux Olympiques pour promouvoir les produits chinois.

Améliorer l'environnement pour devenir célèbre

Reste que pour certains spécialistes interrogés (dont Zai Tingquan, directeur adjoint de la commission d'ingénieurs des sciences économiques et sociales chinoises), ce retard chinois provient de facteurs structurels.

D'abord, au niveau des entreprises, qui sont confrontées à deux problèmes :

1. leur durée de vie moyenne est de deux à trois ans : or, pour acquérir de la notoriété, une société doit durer ;
2. elles doivent procéder à des investissements durables, afin de s'élever au rang des grandes marques.

En outre, la Chine aurait besoin d'un meilleur environnement de marché pour réussir à promouvoir ses marques. Enfin, les marques chinoises souffriraient également de la faible consommation intérieure ; qui serait un frein au développement des entreprises.

Nous ajouterons à ces réflexions que, malgré tout, les grandes marques chinoises risquent fort de beaucoup souffrir des nombreux scandales ayant éclaté récemment, particulièrement aux Etats-Unis. Voir les milliers de chiens et de chats morts en mars dernier, suivi de l'affaire du dentifrice chinois à l'antigel. Tant et si bien qu'une compagnie de l'Utah aurait lancé des

produits *China Free*... Autant de tristes événements qui ne peuvent que jouer contre la popularité des marques chinoises à l'étranger.

7. Contre le "changement pacifique" dans l'armée

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:

- Luo Bing, "Hu Jintao demande à l'armée de se prémunir contre huit grands dangers", *Zhengming*, no 356, août 2007, p 6

- Luo Bing, "Le Parti communiste envoie cinq missives pour mobiliser l'armée contre le changement", *Zhengming*, no 356, août 2007, pp 8-9

Le « développement scientifique »¹⁵ qui gouverne la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) est-il compatible avec la loyauté de l'armée envers le Parti communiste chinois (PCC) ? Le pouvoir chinois semble s'inquiéter de sa capacité à conserver l'armée comme bras armé du PCC, et non de l'Etat. En effet, la vague de libéralisation de la pensée dans la société chinoise n'a pas épargné des officiers et hommes du rang mieux éduqués, et amenés à traiter plus d'informations. Hu Jintao instrumentalise-t-il cette inquiétude pour consolider son pouvoir dans l'APL, ou s'alarme-t-il vraiment de l'apparition de fissures dans le lien Etat-parti ?

Les 15 et 16 juillet, la commission militaire centrale (CMC) de l'Etat a tenu une réunion élargie, en présence des directeurs des quatre départements généraux¹⁶, des commandants en chef et des commissaires politiques des sept régions militaires, des directeurs d'établissements supérieurs sous la responsabilité directe de la CMC et de leurs commissaires politiques. En tout, ce sont plus de quatre-vingt responsables qui ont assisté à cette réunion, à laquelle furent également conviés dix-neuf généraux, ex-membres des deux précédentes commissions militaires centrales.

A cette occasion, Hu Jintao, en sa qualité de président de la commission, a prononcé un discours intitulé « Du renforcement et de l'amélioration de la construction de la pensée politique, de l'organisation, de la

discipline et des technologies modernes dans l'armée ». Vice-président de la Commission, Guo Boxiong, a complété son intervention par une allocution titrée : « Maintenons le contrôle absolu du Parti Communiste sur l'armée, renforçons l'esprit de corps des militaires, accélérons les programmes de modernisation ». Ces deux discours reflètent la volonté de Hu Jintao de consolider son pouvoir dans l'armée. En outre, ils dénotent une inquiétude réelle envers les tendances à la « libéralisation » de la pensée des militaires, un phénomène jugé négatif en ce qu'il pourrait, à moyen terme, décrédibiliser la notion d'appartenance de l'armée au parti communiste, et favoriser sa nationalisation. Le thème du renforcement de la discipline dans l'armée y est particulièrement présent. C'était déjà celui de l'allocution prononcée par le Président Hu en présence des délégués militaires de la session de l'Assemblée nationale populaire de mars 2007. A l'époque, son insistance avait été interprétée comme une volonté de clarifier son opposition catégorique aux prises de position de certains jeunes officiers en faveur d'une transformation de l'APL en armée professionnelle, portant allégeance à l'Etat, et non au parti¹⁷.

Dans son discours, Hu Jintao a estimé qu'en cette période de paix, l'armée chinoise devait faire face à huit défis, allant jusqu'à employer le terme de crise. (1) La conscience de la mission est de moins en moins claire parmi les troupes. (2) La conscience politique de l'armée et l'organisation des troupes sont en voie de dislocation. (3) Le principe de contrôle absolu du parti sur l'armée est de plus en plus souvent remis en cause. (4) La capacité de l'APL à résister à l'occidentalisation, à la corruption et à la division est de moins en moins solide. (5) La discipline interne laisse à désirer. (6) Les relations entre les officiers et les soldats se dégradent¹⁸. (7) Il n'est pas garanti que l'armée puisse remporter la victoire dans une guerre menée dans des conditions de haute technologie. (8) Les relations entre l'armée, les gouvernements locaux et les populations locales se dégradent.

¹⁵ Le « développement scientifique » est présenté comme l'un des apports principaux de Hu Jintao à l'idéologie du PCC à partir du 16^{ème} Congrès d'octobre 2002. Il implique des décisions fondées sur des calculs rationnels et pragmatiques, dénués d'idéologie.

¹⁶ Les départements généraux du personnel (qui inclut l'Etat-major de l'armée de terre), de la logistique, de l'équipement et de la politique.

¹⁷ « A mystery in Beijing : Who Runs the Military ? », *International Herald Tribune*, 22 juin 2007.

¹⁸ Selon les rapports internes du département général de la politique auxquels aurait accédé *Zhengming*, il y aurait chaque année près de 200 incidents relatifs aux intérêts économiques et aux rivalités de pouvoir dans l'armée. Certains de ces incidents auraient provoqué des morts violentes.

En conséquence, Guo Boxiong a insisté sur le nécessaire renforcement du travail d'éducation politique dans l'APL, avec les quatre priorités suivantes. (1) Renforcer la conscience de la nécessité de lutter contre les forces tendant à occidentaliser et à diviser l'armée. (2) Refuser avec fermeté tout ce qui tend à affaiblir le contrôle du parti sur l'armée (軍隊非黨化), à nationaliser l'APL, et à détourner son éducation politique. (3) Empêcher que l'armée ne soit « contaminée » par toutes sortes de modes de pensée négatifs qui se sont déjà propagés dans la société chinoise. (4) Travailler à mieux développer le sens de la mission et le sens des responsabilités de l'armée.

Deux semaines plus tard, le 1^{er} août, l'Armée Populaire de Libération a fêté son 80^{ème} anniversaire. Mais 2007 correspond surtout, selon Luo Bing, à une période de transition au cours de laquelle Hu Jintao s'emploie à renforcer son pouvoir dans les forces armées chinoises. La lutte contre la corruption, le renforcement de l'éducation politique, les stratégies de nomination, de promotion et de restructuration des unités sont ses principaux outils¹⁹. Cette volonté de contrôle accru sur les forces est le principal facteur expliquant le nombre inhabituel de lettres de cadrage envoyées au gouvernement et à différentes structures de l'APL peu avant les festivités du 80^{ème} anniversaire. Hu Jintao a également ordonné l'envoi de 80 équipes d'inspecteurs pour contrôler le fonctionnement des régions militaires, des groupes d'armées et des différentes unités.

La première lettre est destinée au Conseil d'État et à la Commission militaire centrale. Elle concerne le renforcement du contrôle du parti sur l'armée, qui doit être absolu. Elle recommande de rendre plus visibles les manifestations de l'appartenance de l'APL au parti communiste, de conserver coûte que coûte au parti communiste le rôle d'initiative pour toutes les activités politiques et pour le choix dans la composition des

unités, et de s'opposer activement à toute force susceptible d'entamer le leadership du parti.

La seconde est adressée à la commission de l'inspection disciplinaire de l'APL et au département général de la politique. Elle vise à accélérer la mise en pratique de la directive de la commission de discipline intitulée « Quelques règles relatives à l'interdiction formelle d'utiliser sa position pour obtenir des avantages illégitimes ». Elle donne aux officiers corrompus un mois pour se dénoncer et fournir un compte-rendu précis de leurs gains illégaux en échange de mesures disciplinaires moins sévères. Elle appelle les commissaires politiques et les cellules du parti dans l'armée à en informer clairement l'armée et la police armée, et à les prévenir que les peines seront prononcées avec une grande sévérité par les équipes d'inspection une fois la date limite dépassée, à partir du 20 août.

La troisième lettre s'adresse aux quatre départements généraux, qu'elle enjoint de veiller au renforcement de la discipline parmi les troupes. La quatrième, au Conseil d'État et à la Commission militaire centrale. Elle leur enjoint de mieux contrôler l'APL pour l'empêcher de poursuivre de manière occulte des activités économiques et financières lucratives. Malgré l'interdiction faite à l'armée, en 1998, de s'investir dans la vie économique du pays, le gouvernement estime, après un recensement effectué en 2000, que ses actifs dépassent 160 milliards de Yuans (15,5 milliards d'Euros), qu'elle gère indirectement à travers différentes structures civiles, souvent les administrations locales, qui lui en reversent les revenus.

Pour rectifier la discipline dans l'armée, Hu Jintao, de son accession à la tête de la commission militaire centrale en septembre 2004 jusqu'en juin 2007, a réorganisé la composition de nombreuses unités : dix sept parmi celles dépendant directement des régions militaires, neuf parmi les groupes d'armée (集團軍), cinquante-cinq parmi les structures dépendant directement de l'autorité des quatre départements généraux et des quartiers généraux de la marine, des forces aériennes et de la seconde artillerie. En outre, sous Hu Jintao, les réductions de troupes ont concerné 30000 personnes, parmi lesquelles 28000 ont été forcées de prendre une retraite anticipée, et 1830 de changer de profession. D'après les statistiques de *Chengming*, ces mises à pied s'expliqueraient pour 80% d'entre elles par des délits économiques, et pour 16%, par de

¹⁹ Willy Lam dénombre trois stratégies principales employées par Hu Jintao pour consolider son pouvoir dans l'armée : des budgets de plus en plus importants (en particulier ceux qui concernent directement la vie quotidienne des soldats, comme les rations alimentaires et les uniformes) ; les promotions et les nominations d'officiers généraux favorables à sa ligne politique ; la mobilisation des services de propagande de l'APL pour ériger un culte de sa personnalité parmi les troupes. Voir « Power Pact : Hu's Symbiotic Relations with the PLA », *China Brief*, vol 7, issue 15, 26 juillet 2007.

la prévarication. Elles s'inscrivent dans l'effort coordonné de Hu Jintao pour afficher la lutte du gouvernement central contre la corruption, et renforcer sa légitimité aux yeux de la population.

Mais la question de la discipline ne se réduit pas à la corruption matérielle. Les dirigeants chinois s'inquiètent ouvertement de l'évolution des mentalités dans l'armée, et cherchent à prévenir une forme de corruption spirituelle qui entamerait la légitimité du lien entre le parti et l'armée. Par le passé, la majorité des troupes chinoises était recrutée dans les campagnes. Les officiers étaient eux-mêmes d'origine paysanne. Ils avaient gravi les grades successifs de la hiérarchie militaire à partir de la base. Cette composition sociologique favorisait la discipline et une loyauté sans faille envers le parti et la hiérarchie. Aujourd'hui, alors que l'armée met en œuvre un processus de modernisation destiné à « remporter des conflits dans un contexte de haute-technologie », elle recrute dans des milieux différents, plus urbains, mieux éduqués. Elle est contrainte de mettre en œuvre différents projets pour améliorer la qualité de la formation technique qui leur est dispensée dans les établissements spécialisés de l'armée²⁰. Ces recrues et les officiers de la nouvelle génération maîtrisent parfaitement l'informatique, et il est difficile de leur cacher que la nationalisation des forces armées est vue dans les pays les plus modernes comme un gage de professionnalisme, et un facteur de progrès. Selon l'expression de Hu Jintao, l'armée serait en train de « détruire elle-même sa grande muraille de fer et d'acier » (軍隊自毀鋼鐵長城), par référence au mot de Deng Xiaoping selon lequel l'APL était la muraille de fer et d'acier qui protégeait le parti. Il serait donc urgent d'agir pour étouffer une tendance qui peu à peu, pourrait favoriser un « changement pacifique » (和平演變), le terme consacré par le Parti communiste pour décrire la démocratisation en douceur du système politique sous l'influence diffuse de l'Occident.

Ce thème de la lutte contre le « changement pacifique » est au cœur de la cinquième lettre, adressée par Hu Jintao à la commission de l'inspection disciplinaire de

²⁰ « China Wants Brightest People for its Army », *AFP*, 1er mai 2007. En avril, le département général du personnel a annoncé une réforme en profondeur de l'éducation militaire, pour former des officiers « capables de construire des forces armées maîtrisant les technologies de l'information ».

l'APL et au département général de la politique. Elle insiste sur la nécessité de combattre les tendances à l'occidentalisation, la dépolitisation et la nationalisation de l'armée, en réaffirmant constamment le leadership du parti. Elle précise douze interdictions faites aux militaires, dont celles de se servir d'internet, d'adhérer à des organisations religieuses ou à des associations, de consulter des publications étrangères à contenu subversif, qui pourraient démoraliser les troupes... Il s'agit selon Luo Bing de la missive dont la portée est la plus significative. Moins qu'une volonté de contrôle politique sur les forces, elle révélerait une inquiétude réelle quant à l'évolution des mentalités dans l'APL... qui sera sans doute utilisée pour réaffirmer le contrôle de Hu Jintao et du Parti en général sur l'armée au moment du 17^{ème} Congrès.

8. Le rapport annuel du Pentagone : un débat sur les intentions et les moyens

Synthèse commentée de Michail Andreï d'après :

- Xi Laiwang, « Un rapport trompeur pour l'opinion internationale », *Renmin Ribao*, 27 mai 2007 ;

- Cao Xunyu, « Le 'jeu franc' américain », *Nanfang Zhoumo*, 31 mai 2007.

Le rapport annuel sur les forces armées chinoises que le Pentagone rédige depuis 2000 à l'intention du Congrès est désormais une institution et ne provoque plus, de la part de Pékin, que des protestations reprenant un argumentaire désormais bien rodé. Celui-ci, qui passe nécessairement par une comparaison entre les dépenses militaires américaines et chinoises, et par des protestations mettant en avant la volonté chinoise de vivre en paix, n'omet cependant jamais de relever les quelques nouveautés²¹ de l'année, voire de les monter en épingle.

Des deux articles présentés ici, le premier, conforme à cette tradition, accuse les auteurs du rapport d'exagérations, de redites, de déformations et d'arbitraire. Le second offre une approche plus novatrice en retournant contre les Etats-Unis ce qu'il considère manifestement être le principe du rapport du Pentagone : **une interprétation biaisée des actions visibles de la Chine**

²¹ Cette année, la formule ayant connu une certaine fortune fait de la Chine le « pays ayant le plus grand potentiel d'égalisation -stratégique- avec les Etats-Unis ».

sur la base des intentions cachées qu'on lui prête.

Considérant l'un comme l'autre que le rapport vise en fait un public beaucoup plus large que le seul Congrès, Xi Laiwang et Cao Yunwu se rejoignent pour souligner l'importance des dégâts qu'il cause dans l'opinion publique américaine ou internationale. Mais ils divergent sur l'évaluation des relations sino-américaines actuelles. Xi Laiwang, non sans artifice rhétorique, juge que ce document prend le contrepied du « courant dominant » qui tend à resserrer les relations entre les deux Etats et les deux armées. Cao Yunwu peint pour sa part des relations sino-américaines beaucoup plus empreintes de défiance, ce qui constitue après tout un parti-pris inséparable de son point de vue relatif à un *hidden agenda* américain.

L'intérêt du bref article de Xi Laiwang ne va guère plus loin que les habituels contre-arguments faisant valoir que les Etats-Unis, pourtant première puissance mondiale, ne se sentent pas encore suffisamment en sécurité et entendent atteindre **une position de suprématie absolue** (谋求绝对军事优势). Reprenant des propos tenus par l'amiral Pace, l'auteur néglige cependant d'en relever le caractère illogique manifeste et révélateur²². Il reproche enfin au rapport de déborder largement le cadre de son propos en blâmant les relations de la Chine avec la Russie ou des pays africains ignorant les « droits de l'homme internationaux » (国际人权) pour des raisons énergétiques.

En comparaison, Cao Yunwu offre un contrepied des vues du Pentagone plus intéressant et sans doute plus efficace. Jouant d'une palette rhétorique alternant ironie²³, exagération²⁴, énumération²⁵, sous-

entendu²⁶, mise en doute²⁷, dénonciation²⁸, sensationnalisme²⁹ ..., il accentue **le contraste entre les dénégations des Etats-Unis** quant à leur volonté de contenir la Chine, à tout le moins leur ambivalence à ce sujet, **et l'énoncé de faits connus et révélateurs** donnant à sa démonstration une efficacité maximale.

Exposant la stratégie américaine en deux volets (Pacifique, Asie centrale) concourant au *containment* de la Chine, il illustre d'abord, au moyen des nombreux signes de leur **présence accrue dans le Pacifique, la « poussée vers l'Est » constituant une tendance de fond des Etats-Unis**. Dans cette énumération touchant au seul domaine naval ne manque aucun des termes clés des **perceptions chinoises de sécurité centrées sur le « verrouillage » américain des chaînes d'îles** et le renforcement, par ailleurs indéniable, de la pression régionale qu'ils exercent : déploiement en 2010 de six des onze porte-avions en service, « ce qui fera du Pacifique le lieu de concentration [des groupes aéronavals] le plus important du monde à un instant donné », bascule de quatre sous-marins de classe *Ohio* dans le Pacifique où ils sont désormais neuf contre cinq dans l'Atlantique. Sur ce même thème des sous-marins, Cao Yunwu cite d'ailleurs un amiral américain annonçant une coordination plus resserrée de son pays avec ses alliés d'Asie Pacifique « afin d'améliorer encore leur capacité à faire face aux Etats équipés de sous-marins furtifs³⁰ ».

Et il arrive d'ailleurs que les dirigeants américains soient eux-mêmes des plus

²² Lors de la conférence de presse consacrée par le Pentagone à la publication du rapport, le *Joint Chief of Staff* américain Pace a expliqué qu'une menace militaire pouvait être *de deux sortes* : d'une part, de par la force dont elle dispose, d'autre part, de par ses intentions. Il semble plutôt qu'elle doive, pour constituer une menace, conjuguer moyens (fussent-ils asymétriques) et intentions.

²³ « Il est possible que [la défiance entre Etats] soit la règle ; si tel est le cas, le rapport est loin de déroger ».

²⁴ « ..le mystérieux bombardier stratégique invisible B-2 ».

²⁵ La liste des vaisseaux et équipements déployés dans le Pacifique se densifie rapidement et enchaîne *Virginia, Tomahawk, Los Angeles, Kitty Hawk, George Washington*.

²⁶ « Et même si l'armée américaine se réjouit *vraiment* de « l'émergence de la Chine »... [而即便美军真的乐见中国的“崛起”]

²⁷ « L'explication *personnelle* du général Mosley quant à ce point... ».

²⁸ Pour souligner la supériorité écrasante des *F-22* américains, Cao Yunwu rapporte que leurs pilotes ont baptisé « chasse aux canards » leurs missions de défense aérienne.

²⁹ Cao Yunwu aligne les premières réalisées par le redéploiement américain : le premier déploiement outremer du *F-22* a lieu en Asie, premier déploiement d'un SNA neuf dans le Pacifique, ou d'un stationnement de longue durée d'un porte-avions à propulsion nucléaire pour une longue période à un poste avancé du Pacifique ouest.

³⁰ Cette allusion au récent incident du *Song* chinois ayant fait surface à quelques encablures d'un porte-avions américain souligne à quel point les sous-marins, armes par excellence de toute stratégie d'interdiction maritime dans le détroit de Taiwan, sont considérés de part et d'autre comme essentiels et pourraient prêter à des malentendus.

explicites vis-à-vis de la Chine : Cao Yunwu fait ainsi figurer en bonne place les propos de Donald Rumsfeld selon qui « l'actuelle croissance des forces armées chinoise représente un domaine important lors de la définition de la stratégie américaine de défense ».

La présence américaine en Asie centrale tient pour sa part à la volonté de contrôle d'une zone pivot commandant les échanges entre plusieurs régions. L'auteur reprend la même technique d'accumulation des indices de présence accrue : installation de treize bases dans les neuf pays d'Asie centrale, déploiement de 36 avions de combat, location de nombreux aéroports militaires ou bases aériennes. Le projet, enfin, de création dans les environs de Manas d'un centre de communications collectant l'ensemble du renseignement provenant d'Afghanistan, du Pakistan et de l'Asie centrale entière illustre pour sa part le caractère central de la zone pour **une stratégie américaine qui dépasse donc ici le seul containment de la Chine**. Les progrès américains dans le contrôle de l'Asie centrale relèvent d'un **énorme plan global et omniprésent** (« 全球无处不在的宏大计划 ») selon l'auteur, qui souligne la perception identique qu'en a « l'opinion publique », qui voit là une « **percée historique** » de la **stratégie militaire globale américaine**. Cette volonté de pénétration en Asie centrale outrepassa par ailleurs les opérations actuelles, quand bien même la fin de celles-ci devrait amener les Américains à retirer leurs troupes de certains Etats : en effet, outre qu'elle permet de « contenir l'ancien adversaire russe, elle peut également s'avérer efficace face à l'Est ou au Sud ». Mais l'association des deux directions sert en fait à renforcer le contraste entre le traitement réservé à la Chine et à l'Inde. Vis-à-vis de celle-ci, en effet, « les Etats-Unis ne s'épargnent aucun effort d'ouverture » et Cao Yunwu quitte ici le terrain sûr des faits avérés pour noter que les Américains « seraient même intéressés dans la participation des Indiens au programme d'avions de combat de 4^e génération F-35 ». Vis-à-vis de la Chine (comme de la Russie), cette zone permet par ailleurs de contrôler « la question des approvisionnements énergétiques ».

Un peu étrangement, l'alliance américano-australienne est également évoquée sous ce chapitre de l'Asie centrale, peut-être par association d'idées avec les bases conférant de la souplesse stratégique, puisque l'île elle-même pourrait, selon l'auteur, « constituer [pour les troupes américaines]

un socle d'attaque et de repli » (即是退可守进可攻的基石).³¹

Contenir n'est pas défier.

En conclusion, Cao Yunwu pose que **le redéploiement militaire américain a sans aucun doute pour seul objectif de « dissuader et de contenir »** depuis des « points dominants » (Asie centrale) ou des verrous (Pacifique), **et certes pas de préparer une guerre** dont toutes les parties auraient à souffrir. Pour autant, cette présence **peut constituer une incitation à la course aux armements**³²: « après que le F-22 ait été basé au Japon, le magazine américain *Defense & Technology* révélait qu'avant de songer à ce déploiement, le département américain de la défense s'était livré à des recherches minutieuses sur les systèmes chinois de défense sol-air. A l'appui de ces propos, le magazine publiait d'ailleurs un rapport confidentiel estimant que 'si la Chine voulait se doter d'un réseau de défense aérienne adapté contre le F-22, il lui en coûterait 300 milliards de dollars' ».

Ne quittant pas des yeux sa critique sous-jacente du rapport du Pentagone, Cao Yunwu conclut en soulignant que **ce redéploiement, « et l'exagération de la puissance militaire chinoise »** induisent ensemble le soupçon que la Chine veuille « prendre l'initiative d'une guerre contre Taiwan » et motivent par ailleurs la méfiance chinoise vis-à-vis des intentions des Etats-Unis, du Japon³³ et de Taiwan. Cette dernière considération sur le cercle vicieux des perceptions de sécurité clôt ainsi avec efficacité la démonstration du danger qu'il y a à prêter à un Etat des intentions stratégiques dans le but de cacher les siennes propres, même si, comme il le soupçonnait d'emblée, c'est « peut-être » une règle entre Etats.

9. Poutine le provocateur

³¹ A en juger par les récents propos australiens, sensiblement moins favorables à la Chine et vus à Pékin comme un gage donné aux Américains et aux Japonais, le sentiment de Cao Yunwu pourrait être assez partagé

³² C'est là bien sûr la réponse au rapport du Pentagone accusant la modernisation militaire chinoise de déstabiliser la région.

³³ C'est d'ailleurs dans cette ultime phrase que le Japon est considéré, non plus comme un simple socle de déploiement américain, mais comme un pays avec des intentions stratégiques, fussent-elles identiques à celles des Américains.

Dans un contexte de montée de tensions entre le Royaume Uni, l'Union européenne et les Etats-Unis avec la Russie, les manœuvres militaires de Moscou font "la une" de la presse régulièrement: pénétration des avions russes dans l'espace aérien britannique, exercices militaires avec la Chine et l'Organisation de coopération de Shanghai et accords de ventes d'armes à l'Indonésie. Un analyste chinois de l'Institut d'études stratégiques de l'université de défense nationale, qui appartient à l'armée chinoise, a suivi ces évolutions et les a commentées dans un des organes de presse les plus lus du pays. Dans son analyse de la décision russe de se retirer du Traité des forces armées conventionnelles en Europe publiée en juillet, Wang Baofu explique la réaction russe par sa faiblesse stratégique. Dans un second article publié fin août, sa vision de la Russie semble avoir changé. Tout en prédisant une modération des réactions, rendue possible par la structure du système international, Wang estime que la Russie est plus forte, plus assurée et plus provocatrice.

Michal Meidan

- Wang Baofu³⁴, "Russia no longer shows forbearance: Comment", *Quotidien du Peuple*, 17 juillet 2007

It is only a matter of two weeks after US President George W. Bush entertained his Russian counterpart Vladimir V. Putin on his family farm at the Bush estate in Kennebunkport, Maine. With the fall of the curtain for the "Lobster Summit" between the U.S. and Russian leaders, however, the Russian side announced that President Putin had signed a decree to suspend its participation in the Treaty on Conventional Armed forces in Europe (CFE) in the latest development in a long-simmering dispute with the West. And this move has evoked violent responses in the United States and Europe.

Setting against a background of inclining to head for relaxation between the East and West in the late 80s of the 20th century, two major military blocs then, the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the Warsaw Pact (or Treaty) Organization, held

³⁴ Wang Baofu est directeur adjoint de l'Institut d'études stratégiques à l'université de défense nationale de l'APL.

about two years of heated, arduous negotiations on how to reduce conventional weapons in the European region, and finally reached CFE. It is the first ever post-war conventional arms reduction treaty reached between the East and the West, and so it has been regarded for years as an important outcome for international disarmament and arms control.

On 11 November 1999, the parties of the CFE Treaty met in Istanbul to finalize the Adaptation Agreement, and they signed the Agreement on Adaptation of the Conventional Armed Forces in Europe Treaty on 19 November 1999. Afterwards, Russia's legislative body, or the State Duma, ratified the treaty in 2004. But, as a matter of fact, not a single NATO nation has so far ratified it.

For Russia, the decision on suspension of its participation in CFE should be ascribed to the outcome of contradictions and struggles between the U.S. and the European Union on one hand and Russia on the other for so many years. In April this year, Putin had made it clear in his annual address to the nation that Russia would prepare to suspend the implementation of the AFE till all NATO nations ratified the treaty. At the spur of the Russian side, an emergency meeting of the concerned parties of CFE was convened in Vienna, Austria in mid June this year and, what is regrettable is that the stance and concerns of Russia failed to draw due attention from the meeting participants, and the meeting ended without any substantial outcome.

On the eve of his US trip, Russian President Putin remained hopeful for some compromise to be made on the issue concerning the US deployment of anti-nuclear missile system in the Eastern Europe during his talks with President Bush, but no breakthrough was scored, as had been expected. It is due to such circumstances that Russia categorically announced its suspension of its obligation to the CFE. This decision of Russia's constitutes not only a response to the failure of the related parties of CFE to ratify the treaty after so much delay but a counter-sanction to the U.S.' adherence to the deployment of its anti-missile system in Eastern Europe.

This move of Russia's indicates firstly its reluctance to make any additional unilateral compromises on the major issue of national security in the wake of the increase of its overall national strength, and secondly its unwillingness to sit idle and remain indifferent as the U.S. is attempting to deploy

an anti-missile system in the Eastern Europe in a bid to seriously affect the Russia-US strategic balance since the military might represents a core pillar for Russia to prop itself up as a major global power.

The relationships between the U.S. and EU and Russia is a vital, crucial factor that has a bearing on peace and stability in Europe. Russia's suspension of its obligation to the implementation of CFE not only implies that another arms control and disarmament accord has gone astray to a dead end of history and meted out a telling blow to the security of Europe, but also cast a shadow to the suspicious the U.S.-EU-Russian ties. Since Russia is obviously in a weak position strategically, its security concerns will naturally multiply, and this fact should be understood fully. With a grave disequilibrium of its strategic striking contrast of strength with the U.S., which has bent on seizing or using Europe to beef up its strategic superiority over Russia. Hence, it stands to reason that Russia has responded excessively.

Russia suspends its obligation under the Conventional Forces in Europe Treaty, and this act has posed a thorny issue for the international community, namely, on how to ensure or guarantee the global strategic stability and regional security. Although all the existing international arms control and disarmament treaties were concluded in the cold war era, most of them still have a positive role to play in safeguarding international security. Therefore, to imbue these international treaties with vitality, the fundamental way out is to increase the strategic mutual trust between nations, completely renounce the cold-war thinking and accomplish common security.

- Wang Baofu, "Why has Russia "un-sheathed swords" repeatedly?", *Quotidien du Peuple*, 21 août 2007

On August 17, 14 strategic bombers took to the air from seven airfields simultaneously across Russia. The planes that had scrambled were in the air for 20 hours with support, refueling and in interaction with the navy. President Vladimir Putin promptly announced that his country permanently resumed last Friday (Aug. 17) long-distance patrol flights of strategic bombers, which had been suspended in 1992 after the disintegration of the former Soviet Union. He also appealed to other countries for their understanding.

In fact, the distance patrol flight of strategic bombers of the Russian air force began much earlier. When the Russian-British ties reached an impasse in mid July owing to a spy incident, two Russian TU95 Bear bombers were detected overnight July 19 in an international airspace between Stavanger, southern Norway, and the Scottish town of Aberdeen, and two British fighters then took off immediately to intercept them.

In early August, long-range Russian bombers with cruise missiles were flying more often and close to US territory, including the Alaska region, for training sessions; two weeks ago, Russian bombers were reported to have buzzed an American military base for the first time since the Cold War when they flew over the Pacific island of Guam, and pilots of the two countries "exchanged smiles" during the course of their "confrontation" in the skies.

Such a "cat-rat game", which used to be a common occurrence during the past cold war era, was replayed after an elapse of 15 full years, and its connotation and strategic background was indeed intriguing and worth mulling over.

The resumption of Russia's distance bomber patrol has shown to some extent that US-Russian relations have ebbed to the lowest point after the end of the Cold War. In recent years, bilateral ties between the two nations have fluctuated with ups and downs. Particularly on the issue of an anti-missile defense system, which involved the core interests of Russia, President Putin waged tit-for-tat struggles with the U.S. On the eve of his US trip, he made a range of proposals, to which the US side remained indifferent.

In fact, Russia is very clear in mind about the true strategic intention of the US side in deploying a missile defense system in Eastern Europe. And the only thing Russia can do, however, is to take practical measures in active response to it, apart from severe criticism it lashed out to lambaste its policies.

For this reason, Russia openly said it would target its nuclear weapons at the sites of the US missile defense system in Eastern Europe on June 15 and, in July, it announced the suspension of Russia's participation in the Treaty on Conventional Forces in Europe (CFE). The serial measures with regard to strategic means Russia has resorted to recently is precisely a strong response to the strategic pressures imposed by the U.S. on the Russian side.

Out of its considerations to the internal and external security situation, Russia made up its mind to resist strategic squeezing by the West, and turns to revitalizing its military might as the most crucial option. Back early this year, President Putin signed a decree on the plan to revamp all the military equipment for the Russian armed forces at an expense of 200 billion US dollars, including developing the new-generation strategic bombers and new aircraft carriers and purchasing new-generation strategic missiles.

The recovery of economy with a gathering momentum has paved way for Russia to resume its military might. As the second largest oil producer in the world, it now enjoys a crucial position on the global oil market. Its economy has been rapidly rehabilitating along with a sustained international oil price rise. At a time when Western nations are worried about their future oil supplies, the "energy card" in its hands has not only added a weight in its opposition to Western nations but a fresh spurt of energy to resume its military strength in an all-round way.

At present, it is not difficult for people to feel a "chill or nip" in the Russian-U.S. relations as Russia has taken a hard stance militarily. Yet it is still too early to conclude that a preface to the "new cold war" has commenced. Nevertheless, it is doubtless to say that confrontation and friction are on rise. As a matter of fact, with the dialogue and consultations remaining the mainstream, it is impossible for the current Russian-US ties to return to those of the cold war era and the international situation cannot also be put on the same par as before.

10. La politique de suppression de l'espace international de Taiwan peut-elle s'assouplir?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:

- Lin Chia-ch'ing, « Le bureau des affaires de Taiwan n'approuve pas la guerre diplomatique avec Taiwan, après l'établissement de relations diplomatiques avec le Costa Rica, les avis divergent en Chine », *Xin Xinwen* (The Journalist), n°1058, 13 juin 2007, pp 62-64.

- Editorial, « Le Costa Rica, le premier domino? », *Lienhebao*, 8 juin 2007, p 2.

Qui peut sauver Taiwan d'une disparition de la scène internationale? Tel une peau de chagrin, l'espace diplomatique de l'île diminue de manière inexorable. Après le Sénégal en octobre 2005, le Tchad en août 2006³⁵, le Costa Rica a annoncé, le 7 juin 2007, l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine populaire³⁶. La reprise des relations diplomatiques de Taiwan avec Sainte-Lucie, annoncée fin avril après dix années de rupture, est insuffisante pour rééquilibrer le bilan de Chen Shui-bian en matière de politique étrangère. Seuls 24 Etats reconnaissent la République de Chine à Taiwan, un nombre qui aux yeux de tous les observateurs, ne pourra que diminuer au fil du temps. Petit à petit, l'idée commence à faire son chemin que seul un *modus vivendi* avec Pékin pourrait permettre à Taiwan de conserver des alliés diplomatiques. Cette idée, que le Kuomintang a érigée en programme politique, à savoir négocier avec Pékin l'espace international de Taiwan, pose que la confrontation à laquelle se livre le gouvernement de Chen Shui-bian ne peut qu'accélérer la disparition des alliés de Taiwan.

La perte du Costa Rica représente un tournant dans la compétition pour le moins asymétrique à laquelle se livrent la Chine et Taiwan sur la scène internationale. État le plus stable et le plus riche d'Amérique Centrale, le Costa Rica est le premier dans la région à rompre avec Taiwan. Taipei craint désormais un effet domino. Les rumeurs de rupture avec le Panama ont

repris après que le représentant panaméen se soit désolidarisé de Taiwan, en n'assistant pas au vote de l'Assemblée mondiale de la santé sur l'incorporation de la demande d'adhésion de Taiwan à l'OMS dans l'agenda de l'Assemblée. De même, les relations avec le Nicaragua sont fragilisées par l'élection de Daniel Ortega, qui pourrait choisir de reconnaître la Chine. Selon le *Lienhebao*, si l'ensemble de l'Amérique centrale n'a pas encore basculé dans le giron chinois, c'est aussi en partie parce que Pékin craint une détérioration de ses relations avec les Etats-Unis en cas d'irruption trop brutale dans leur arrière-cour. Car l'établissement de relations diplomatiques avec des alliés de Taiwan n'est jamais anodin. Il se monnaie au prix fort : projets de coopération, d'investissements prêts à taux préférentiels, de sorte qu'il s'accompagne immédiatement d'une présence chinoise forte dans le pays en question. Au-delà de la compétition sino-taiwanaise dans une région vitale pour Taiwan, l'analyse du *Lienhebao* amène à poser une question délicate: les Etats-Unis ont-ils aidé en sous-main les Taiwanais à conserver des partenaires diplomatiques dans leur arrière-cour? Si c'est le cas, comment expliquer la décision du Costa Rica ?

Pour Taiwan, ce nouveau revers est d'autant plus cruel qu'Oscar Arias Sanchez, le Président du Costa Rica, a obtenu en 1987 le Prix Nobel de la Paix pour son action en faveur du processus de paix en Amérique Centrale. Dans ce contexte, la rhétorique moraliste alliant appel à la solidarité démocratique et dénonciation de l'injustice du système international, qui forme le socle de la politique étrangère de Taiwan, est de nouveau discréditée. Selon le *Lienhebao*, le Président Chen porte la responsabilité d'un tel échec. Il n'a pas su adapter la diplomatie taiwanaise au nouvel environnement international, dans lequel la Chine, grâce à son enrichissement et à l'habileté de sa politique étrangère, occupe une place bien plus importante qu'il y a sept ans, lorsque Chen accéda au pouvoir. En pratiquant une « diplomatie de la flamme de guerre » (烽火外交), cherchant la confrontation avec la Chine sur la scène internationale, et utilisant ses échecs en politique intérieure pour éveiller la compassion des Taiwanais et les mobiliser derrière sa bannière nationaliste, Chen Shui-bian défend mal les intérêts diplomatiques de Taiwan. Le *Lienhebao*, se faisant l'écho de toute l'opposition taiwanaise, reproche en particulier au Président d'avoir présenté une demande pour que Taiwan devienne membre, à part

³⁵ Voir Mathieu Duchâtel, « Interrogations taiwanaises après la 'perte' du Tchad », *China Analysis*, no 6-7, juillet-août 2006.

³⁶ «Costa Rica Breaks Relations with Taiwan», *AP*, 7 juin 2007.

entière et sous le nom de « Taiwan », de l'Organisation mondiale de la santé. Les années précédentes, Taïpei avait placé la barre moins haut, se contentant de réclamer un statut d'observateur à l'Assemblée mondiale de la santé³⁷. Cette stratégie s'était révélée en partie payante puisque les États-Unis et le Japon avaient voté favorablement à la requête introduite par les alliés diplomatiques de Taiwan. En l'abandonnant pour des raisons de politique intérieure- la consolidation de sa base pro-indépendantiste-, il a ruiné des efforts qui commençaient à porter leurs fruits.

Il semble inévitable que la survie – ou non- de Taiwan dans la société internationale dépendra de plus en plus de décisions qui se prendront à Pékin. Sur ce point, le *Xin Xinwen* révèle un débat dans les cercles dirigeants chinois sur la meilleure approche à adopter. Dans le bureau des affaires de Taiwan du Conseil d'Etat, certains haut-fonctionnaires n'hésiteraient plus à penser tout haut que la suppression systématique de Taiwan sur la scène internationale est contradictoire avec le volet de la politique d'unification de Hu Jintao qui vise à gagner le cœur des Taiwanais. Il semblerait que le bureau des affaires de Taiwan ait pris conscience des effets négatifs de cet encerclement progressif sur l'image de la Chine à Taiwan. Si cela est vrai, cela dénoterait un nouveau degré dans son assouplissement progressif à l'égard de l'île. Quoiqu'il en soit, selon le *Xin Xinwen*, cette approche plus modérée contraste avec l'inflexibilité du Ministère des affaires étrangères, qui désire faire respecter le principe d'une Chine par l'ensemble de la communauté internationale et régler sur le front extérieur le problème de la division de fait de la souveraineté chinoise. Malheureusement, ces deux administrations se parlent à peine. Le Ministère des affaires étrangères estime que la question de Taiwan relève des affaires intérieures de la Chine, et n'invite donc pas de membre du Bureau des affaires de Taiwan à assister aux réunions interministérielles de coordination de l'action extérieure de la Chine. Pour la même raison, il n'envoie aux réunions du Bureau des affaires de Taiwan que des fonctionnaires de rang peu élevé. L'épisode de l'établissement des relations entre la Chine et le Tchad est révélateur des contre-coups des victoires diplomatiques chinoises sur sa politique taiwanaise. En représailles, Taïpei avait refusé d'accueillir Chen Yunlin, directeur du bureau des affaires de Taiwan, qui devait

poser pour la première fois le pied sur le sol taiwanais, à l'occasion d'un forum sur la coopération agricole entre les deux rives.

Au sein de l'appareil d'État chinois, la suppression de l'espace international de Taiwan semblait faire l'objet d'un consensus. La prise de conscience de ses effets contre-productifs fera peut-être son chemin. Il n'en reste pas moins que toute décision de politique étrangère intègre de nombreux facteurs, en particulier sur la scène politique intérieure. Selon toute vraisemblance, l'approche du 17^{ème} Congrès interdira tout nouveau fléchissement dans le sens de la modération de la politique taiwanaise de la Chine.

11. La déclaration conjointe nippo-australienne est-elle une bonne nouvelle ?

Synthèse commentée de Hubert Kilian à partir de:

- Yang Yong-ming, « Les relations de sécurité nippo-australiennes, le souci d'être aspiré par l'instabilité dans le Détroit de Taiwan » *United Daily News, Lienhebao*, 25 mars 2007, page éditoriale.
- Lu Yi-zheng, « La déclaration nippo-australienne conjointe de sécurité : on est encore très loin d'une alliance. » *Zhongguo shipao*. 29 mars 2007, pages internationales
- Chen Yi-Hsin, « L'impact de la signature de la déclaration conjointe nippo-australienne sur la coopération en matière de sécurité sur la région Asie-Pacifique » *Zhanwang yu Tansuo* (Prospect and Exploration), vol. 5, n° 4, avril 2007

Le 23 mars 2007, un an après le début du dialogue stratégique trilatéral États-Unis-Japon-Australie, Shinzo Abe, le Premier ministre nippon et son homologue australien John Howard, signaient à Tokyo une déclaration conjointe sur la coopération en matière de sécurité (*Japan-Australia Joint Declaration on Security Cooperation*). C'est le premier accord de ce type que le Japon signe depuis le renforcement de son alliance de sécurité avec les États-Unis. Cette déclaration semble être le résultat d'une volonté commune d'entretenir une relation bilatérale privilégiée sur les questions de sécurité, dans le cadre du renforcement d'un

³⁷ "WHO Members Reject Taiwan's Bid to Join", *AP*, 15 mai 2007.

partenariat stratégique global ³⁸
(*comprehensive strategic relationship*).

L'annonce de cette déclaration a fait l'objet d'une attention particulière des médias et du monde universitaire taiwanais. Deux questions ont dominé les analyses à Taiwan : cette déclaration conjointe a-t-elle pour objet de construire un mécanisme de sécurité visant à contenir l'émergence de la Chine ? Permet-elle de renforcer la sécurité de Taiwan ?

Selon la déclaration, le Japon et l'Australie vont renforcer leur coopération sur les questions de réforme de l'Organisation des Nations Unies, de lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale ainsi que sur les questions militaires et de défense. Le texte proprement dit se divise en trois parties. Le préambule rappelle l'existence d'intérêts stratégiques communs au Japon et à l'Australie, créant ainsi la nécessité d'une relation de partenariat stratégique (战略合作伙伴关系 *zhanlue huoban guanxi*) tandis que dans le premier chapitre, intitulé « renforcement de la coopération » l'Australie déclare soutenir la position du Japon face à la Corée du Nord, y compris sur le dossier des otages japonais, la candidature du Japon à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et le renforcement de la coopération entre les ministères de la Défense. Dans le chapitre relatif aux coopérations, le document énumère neuf domaines dans lesquels seront mis en place un échange de personnel et l'organisation de manœuvres et d'exercices communs. La déclaration évoque enfin un « dialogue stratégique » que devront tenir, chaque année, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, avec pour ambition le développement d'un « plan d'action » sur le modèle du Traité de sécurité américano-japon.

Les trois auteurs s'accordent pour souligner qu'il ne s'agit là que d'une déclaration conjointe et non pas d'un accord de sécurité, ce qui en limite la portée stratégique. Ils sont également unanimes pour considérer le rapprochement entre le Japon et l'Australie comme le fruit de l'influence américaine.

Pour Lu Yi-zheng, l'examen des termes de la déclaration permet de conclure à une volonté délibérée d'imprécision entretenue dans l'objectif de rassurer la Chine sur les intentions du Japon et de l'Australie tandis qu'il est évident que les Etats-Unis sont à l'origine de la démarche, souhaitant construire une ligne de défense à partir du Japon, d'Okinawa, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, des Philippines pour contenir la Chine. Pour Yang Yong-ming, une alliance militaire trilatérale Etats-Unis-Japon-Australie émerge. Dès lors, la stratégie américaine dans la région constitue un facteur clé pour le futur de la coopération nippo-australienne. Selon lui, compte tenu de la direction que prennent les relations entre la Chine et les Etats-Unis, Washington a pour priorité de préserver le *statu quo* en Asie du Nord-est et d'éviter d'être marginalisé par une intégration régionale croissante, organisée autour de la croissance économique chinoise. C'est pour cette raison que Washington a demandé à l'Australie, à la Nouvelle Zélande et à l'Inde d'intégrer l'APEC, avant d'encourager le Japon et l'Australie à signer cette déclaration conjointe.

D'un point de vue économique et de sécurité, les Etats-Unis cherchent ainsi à préserver leur position hégémonique dans la région Pacifique. Pour Chen I-hsin, il est tout aussi évident que la déclaration s'appuie sur l'alliance nippo-américaine et sur le forum trilatéral de sécurité qui s'est ouvert en 2006 et dont la fonction est de mieux coordonner la réponse japonaise et gérer sa montée en puissance sur la scène régionale pour faire face à la modernisation de l'APL.

Mais Chen I-hsin insiste aussi sur l'importance modérée que les autres pays asiatiques accorderaient à ce renforcement des relations de sécurité, parfaitement conscients des relations de coopération militaire que développent les Etats-Unis avec la Chine comme les autres Etats de la région. Un point qui pousse Chen I-hsin à considérer cette déclaration du point de vue d'un type d'alliance souple telle que les démocraties en ont développé pour lutter contre le terrorisme. Il n'y aurait donc pas de politique américaine classique d'encerclement comme au temps de la guerre froide. Un point sur lequel Philip Yang semble rejoindre Chen I-hsin, voyant dans cette déclaration conjointe appuyée sur l'alliance nippo-américaine, l'aveu américain de l'importance de la sécurité du Japon et de l'Asie du Nord-est et sa volonté de donner des assurances de qualité à la région à partir

³⁸ Shinichi Hosono "Towards a comprehensive strategic partnership between Australia and Japan: Japan's perspective" *Australian Journal of International Affairs* Vol. 60, No. 4, pp. 590-597, December 2006

de l'alliance nippo-américaine et de l'accord nippo-australien.

Du point de vue japonais, Yang Yong-ming et Chen I-hsin considèrent l'intérêt nippon à renforcer une telle coopération. Pour Chen I-hsin, c'est le Japon qui aurait d'abord intérêt à développer une posture de sécurité calquée sur celle des Etats-Unis. C'est d'ailleurs, selon lui, la politique de Shinzo Abe et les décisions prises ces deux dernières années par les gouvernements américains et japonais en matière de coopération militaire qui montrent la poursuite du rapprochement des deux puissances.

Pour Yang Yong-ming, cette déclaration conjointe bénéficie davantage au Japon qu'à l'Australie, puisque cela permettrait à Tokyo d'approfondir le déploiement de sa stratégie de sécurité en Asie-Pacifique et d'en retirer une capacité et un espace d'expression plus stable tandis que le système de sécurité américano-japonais en sort renforcé. Mais Chen I-hsin est moins optimiste que Philip Yang en ce qu'il considère la présence dans les milieux politiques de l'archipel, d'une certaine opposition à la politique de sécurité américaine, notamment depuis que Washington a tenté de négocier seul sur le dossier nord-coréen.

Chen I-hsin estime qu'à terme, le Japon souhaitera se débarrasser de l'influence américaine pour jouer son propre rôle diplomatique et militaire dans la région. 50 années d'alliance de sécurité ont dégénéré en une relation qui malgré les apparences n'est pas aussi complice (*shen he shen li*). Une évolution selon lui qui pourrait donner à réfléchir à l'Australie sur la future architecture à donner à cette coopération militaire.

Du point de vue australien, les trois auteurs sont d'accord pour souligner le nombre important d'hommes politiques et d'experts australiens opposés à cette déclaration et s'interrogeant sur son utilité pour Canberra au regard des questions de sécurité en Asie du Nord-est. En outre l'Australie paierait un prix non négligeable à coopérer avec le Japon en matière de sécurité, en sacrifiant une partie de sa liberté d'action, et en mettant en péril ses relations économiques avec son premier partenaire, la Chine.

La réaction chinoise est ensuite envisagée par les trois auteurs qui s'entendent pour y voir une manifestation évidente du nouveau

style diplomatique chinois³⁹ qualifié de « gestion froide » (*leng chuli*). Selon Yang Yong-ming, Pékin ne se préoccupe pas de la posture de sécurité de l'Australie, mais se soucie de voir une alliance tripartite émerger en Asie du Nord-est et cultiver une influence sur les questions de sécurité, dont la question de Taiwan, ajustant ainsi les stratégies et le rythme en s'appuyant sur des stratégies coercitives ou de contre-balancement. Chen I-hsin estime à l'inverse que Pékin se soucie peu de cette évolution, en raison de l'incapacité politique du Parti libéral démocrate au Japon de réformer sans l'aide de l'opposition la constitution pacifiste nipponne et de l'opposition australienne à la politique de sécurité américaine dans la région. Chen I-hsin accorde cependant un caractère déterminant à la confiance de Pékin dans son nouveau *soft power*, construit sur des relations économiques florissantes organisées sur un mode de gains mutuels et dans la nature pacifique de l'émergence chinoise. Autant de facteurs qui auraient poussé Pékin à réagir positivement à cette déclaration conjointe. Yang Yong-ming considère de son côté que Pékin accordera néanmoins une importance accrue aux interactions économiques avec le Japon et l'Australie, évitant ainsi une dégradation de ces relations pour des raisons de sécurité ou du fait des polémiques historiques, afin d'éviter de favoriser l'émergence d'un environnement dans lequel Canberra et Tokyo chercheraient à s'opposer à la Chine.

Enfin, du point de vue taiwanais, les trois auteurs sont unanimes pour considérer que si ce renforcement des relations de sécurité entre Tokyo et Canberra est bénéfique pour Taiwan, la déclaration n'aura que peu d'impact sur la sécurité de l'île. Reprenant la rhétorique du Kuomintang, ils estiment que cette évolution devrait pousser Taiwan à une attitude plus responsable, évitant ainsi de jouer les « fauteurs de troubles » (*mafan zhuangshizhe*). Yang Yong-ming appelle plus précisément Taiwan à s'appuyer sur l'interdépendance et la coopération régionale

³⁹ Les auteurs se fondent sur la conférence de presse donnée le 23 mars 2007 par Jin Gang, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Ce dernier a affirmé « l'espoir du gouvernement chinois, au moment où des Etats nouent des relations en vue de préserver la paix et la sécurité, de voir ces Etats prendre en compte les intérêts et les droits des autres Etats de la région, dans un esprit de coopération responsable et dans l'objectif de garantir la paix et la sécurité de la région ». Il répondait à une question d'un journaliste voulant connaître la réaction chinoise à la déclaration conjointe, réponse qui aurait fort déçu le journaliste selon Lu Yi-zheng.

pour s'immiscer dans les processus de développement économique et d'intégration régionale. Il note que les résistances australiennes à cette déclaration conjointe sont d'une part liées à la gestion par Taiwan de ses relations avec la Chine, et d'autre part, au développement considérable des capacités militaires chinoises. Une raison supplémentaire, selon lui, pour que Taiwan réfléchisse à la meilleure manière de construire des structures d'interactions pacifiques et de se comporter en partenaire responsable en Asie du Nord-Est.

La presse de ce numéro

- **Yanhuang Chunqiu** (*La Chine à travers les âges*) : Mensuel pékinois fondé en 1991, présentant des commentaires sur l'actualité et l'histoire de la Chine, il s'est illustré par certains articles osés.
- **Yazhou Zhoukan** : hebdomadaire appartenant au groupe de presse Mingbao (Hong Kong), livrant des analyses de l'actualité régionale et internationale.
- **Xuexi Shibao** (*Study Times*) : publication mensuelle de l'école centrale du Parti, Pékin.
- **Caijing** (*Finance et économie*) : Revue bimensuelle basé à Pékin, libérale dans son traitement de l'actualité économique et financière.
- **Guangming Ribao** : quotidien du Parti communiste qui vise particulièrement les intellectuels chinois.
- **The Standard** : quotidien anglophone du groupe Sing Tao, Hong Kong.
- **Zhongguo Jingji Zhoukan** : hebdomadaire économique du groupe de presse officiel du Quotidien du Peuple, il cherche à « fournir des informations de référence pour les décideurs ».
- **Zhongguo Guoqing Guoli** (*China national conditions and strength*) : Revue mensuelle du bureau national des statistiques de Chine.
- **Chengming** (*Rivalisons*) : Revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong.
- **Renmin Ribao** (*Le quotidien du peuple*) : organe de presse officiel du Parti communiste chinois.
- **Nanfang Zhoumo** : hebdomadaire du groupe de presse Nanfang
- **People's Daily** : version anglaise de l'organe officiel du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin.
- **Xin Xinwen** (*The Journalist*) : hebdomadaire taiwanais se situant depuis sa création en 1987 en opposition avec le pouvoir, et particulièrement virulent envers le gouvernement de Chen Shui-bian.

- **Lienhebao** (*United Daily*) : l'un des quatre plus grands quotidiens de Taiwan par son tirage, il affiche des positions politiques pro-Kuomintang
- **Zhongguo Shibao** (*China Post*) : l'un des quatre plus grands quotidiens de Taiwan par son tirage, il se situe au centre de l'échiquier politique, tout en étant plus proche du Kuomintang que du gouvernement.
- **Zhanwang yu Tansuo** (*Prospect and exploration*) : mensuel taiwanais qui fait paraître des analyses de l'actualité stratégique asiatique rédigés par des chercheurs. Il est financé par le Bureau pour la sécurité nationale de Taiwan.

L'équipe

- **Editeurs** : François Godement et Michal Meidan
- **Contributeurs réguliers** : Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, Valérie Demeure-Vallée, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman.
- **Et aussi** : Florence Biot, Camille Bondois, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Lily Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guilheux (CEFC), Eglantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Emilie Tran (CEFC).
- **Remerciements** : CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas.